



Rapport Financier
Semestriel
2015





distributeur de marques

Société Anonyme à Conseil de surveillance et Directoire
Au capital social de 10 459 512 euros
Siège social : 18, rue Troyon – 92 316 Sèvres
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre
sous le numéro 552 056 152

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2015

Le présent rapport contient les états financiers consolidés résumés du groupe pour le premier semestre 2015, préparés conformément aux articles L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier et Art.222-4 *et suivants* du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers.

SOMMAIRE

1. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	1
1.1. PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	1
1.2. DÉCLARATION.....	1
2. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ	2
2.1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES ACTIVITÉS.....	2
2.2. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE	4
2.3. ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE DU GROUPE AU PREMIER SEMESTRE 2015	5
2.3.1. Comparaison des résultats du Groupe des premiers semestres 2014 et 2015	5
2.3.2. Chiffre d'affaires	5
2.3.3. Marge brute	9
2.3.4. Charges de personnel	9
2.3.5. Autres produits et charges opérationnels courants	9
2.3.6. Résultat opérationnel courant du Groupe.....	9
2.3.7. Résultat opérationnel	10
2.3.8. Charges financières nettes.....	10
2.3.9. Impôt sur les bénéfices.....	10
2.3.10. Résultat net	10
2.3.11. Endettement financier net et investissements	10
2.4. OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTES.....	11
2.5. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU 1ER SEMESTRE 2015	11
2.6. ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	12
2.7. REMUNERATIONS ET AVANTAGES DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX	12
2.7.1. Rémunération fixe des membres du Directoire	12
2.7.2. Rémunération variable des membres du Directoire	13
2.7.3. Rémunération différée	13
2.8. PERSPECTIVES	13
3. COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2015.....	14
NOTES ANNEXES RÉSUMÉES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS.....	19
4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	36

1. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1.1. PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Monsieur Richard Bielle, Président du Directoire.

1.2. DÉCLARATION

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Sèvres, le 30 juillet 2015

Richard Bielle
Président du Directoire, CFAO

2. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

2.1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES ACTIVITÉS

CFAO est un acteur majeur de la distribution spécialisée et des services dans ses métiers clés en Afrique, (hors Afrique du Sud), dans les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer ainsi qu'au Vietnam et au Cambodge.

Distributeur des plus grandes marques mondiales dans ses métiers, CFAO affiche sa différence par une offre de services avant et après-vente répondant aux plus hauts niveaux de standards internationaux, une amélioration permanente de ses dispositifs opérationnels (showrooms, magasins, entrepôts, ateliers, équipements, systèmes d'information, etc.) et une chaîne d'approvisionnement capable de servir rapidement des marchés éloignés des centres de production.

CFAO déploie ses activités autour de trois grands secteurs stratégiques de développement : les biens de consommation (Consommer), la santé (Se soigner) ainsi que les biens d'équipements et les services (S'équiper).

Consommer. Se soigner. S'équiper.

Par chacune de ses expertises, CFAO répond à des besoins essentiels sur le continent africain où le Groupe dispose d'une expérience de plus de 160 ans. Il y occupe une position de leader dans la distribution automobile et pharmaceutique. Il est également actif dans la distribution de matériels d'équipement et de biens de consommation ainsi que dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

CFAO opère dans quatre principales zones géographiques : l'Afrique subsaharienne francophone, l'Afrique subsaharienne anglophone et lusophone (hors Afrique du Sud), le Maghreb et les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer. Le Groupe dispose d'une présence dans 34 pays d'Afrique (Île Maurice comprise) et 7 Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer. Il est également présent au Vietnam et au Cambodge à travers la distribution automobile. Le Groupe dispose aussi, avec sa division Eurapharma, d'une présence indirecte au Danemark et en Inde où sont localisées les deux plateformes de stockage et d'acheminement de Missionpharma (société acquise par Eurapharma en 2012) ainsi qu'au Portugal et en Italie. En France métropolitaine, CFAO opère essentiellement à travers des ventes directes à l'exportation.

Consommer

Ce pilier comprend les divisions CFAO FMCG Industries & Distribution et CFAO Retail.

La division **CFAO FMCG Industries & Distribution** comprend l'activité Boissons au Congo, des activités de fabrication et de distribution de produits en matière plastique et de cosmétiques ainsi que des activités de distribution de biens de consommation courante au Nigeria.

Au Congo, le Groupe exploite deux brasseries et entreprises d'embouteillage dans le cadre d'un partenariat détenu à 50/50 avec Heineken International. Au sein de ses deux usines, situées à Pointe Noire et Brazzaville, CFAO fabrique et embouteille plus d'une douzaine de boissons (bières de marques locales et internationales, bières étrangères et boissons non-alcoolisées).

Avec quatre usines au Ghana, en Côte d'Ivoire, au Nigeria et au Cameroun, le Groupe produit et distribue également des produits en matière plastique, notamment des stylos et des rasoirs ainsi qu'une large gamme d'emballages destinés aux industries agroalimentaire et pétrolière. Le Groupe fabrique également des stylos et importe des rasoirs et des briquets de la marque BIC® au Nigeria, Ghana, Côte d'Ivoire et Cameroun dans le cadre d'une relation privilégiée avec BIC®, en place depuis 40 ans, et distribue, en bénéficiant généralement d'une exclusivité, ces produits à travers 17 pays africains.

Pour compléter cette offre, CFAO FMCG Industries & Distribution développe une activité de biens de consommation courante au Nigeria. Avec la signature de plusieurs partenariats avec de grandes marques internationales, le Groupe renforce son réseau dans le pays et élargit son portefeuille de produits distribués.

Début 2015, un partenariat a été signé avec L'Oréal pour la production et la distribution de produits cosmétiques en Côte d'Ivoire.

La division CFAO FMCG Industries & Distribution a représenté 10,3 % du chiffre d'affaires total consolidé du Groupe en 2014 et 10 % au premier semestre 2015.

CFAO Retail a pour objectif de construire et d'exploiter un réseau de centres commerciaux dans huit pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale (Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Nigeria, République Démocratique du Congo et Sénégal) adaptés aux besoins des consommateurs africains. Chaque centre commercial sera organisé autour d'un pôle d'attraction dans la distribution alimentaire, sous l'enseigne Carrefour, deuxième acteur mondial de la grande distribution. Les galeries marchandes accueilleront un « club de marques », réseau d'enseignes internationales souhaitant accompagner la croissance de la classe moyenne africaine ainsi que des enseignes locales et des services. Le premier centre commercial, dont la construction a démarré en 2014, ouvrira ses portes à Abidjan, en Côte d'Ivoire, au second semestre 2015. A l'horizon de dix ans, le Groupe ambitionne de développer plusieurs dizaines de centres commerciaux lui permettant de devenir un acteur de référence de la distribution de détail en Afrique de l'Ouest et Centrale.

CFAO Retail n'a pas généré de chiffre d'affaires en 2014 ni au 1er semestre 2015.

Se soigner

Eurapharma est l'un des principaux importateurs-distributeurs de produits pharmaceutiques en Afrique (hors Afrique du Sud) et dans les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer. Eurapharma se démarque par une palette de services dédiés à ses clients amont, les laboratoires et aval, les pharmaciens. Eurapharma compte parmi ses clients les plus grands laboratoires internationaux. S'appuyant sur plus de 60 ans d'expérience, Eurapharma jouit d'une position de leader sur ses marchés historiques, l'Afrique subsaharienne francophone, où Eurapharma est présent dans 14 pays, et les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer. Eurapharma bénéficie également d'une présence importante sur des marchés investis plus récemment en Afrique subsaharienne anglophone et lusophone, dont le Nigeria, où Eurapharma a pris pied en 2012 à travers l'acquisition d'Assene, devenue Assene Laborex ainsi qu'en Algérie où Eurapharma, via sa structure Propharmal, fabrique des spécialités pharmaceutiques sous licence et façonne pour le compte de laboratoires algériens ou étrangers. En 2012, Eurapharma a pris une participation majoritaire dans la société Missionpharma, leader mondial des kits de santé et fournisseur majeur des opérateurs africains de santé publique. En octobre 2014, enfin, Eurapharma a acquis 70% du capital de la société Fazzini srl, un distributeur italien (Milan) de petit matériel médical et équipement hospitalier.

La division Eurapharma a représenté 34,2% du chiffre d'affaires total consolidé du Groupe en 2014 et 37,5 % au 1er semestre 2015.

S'équiper

Ce pilier regroupe les divisions CFAO Automotive Equipment & Services et CFAO Technologies.

CFAO Automotive Equipment & Services

CFAO Automotive est l'un des principaux importateurs-distributeurs de véhicules automobiles particuliers et utilitaires en Afrique (hors Afrique du Sud) et dans les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer. Le réseau achète, stocke, importe et distribue des véhicules produits par de grands constructeurs automobiles mondiaux. Le Groupe dispose dans ce domaine d'activité de plus de 90 ans d'expérience. CFAO Automotive bénéficie d'un réseau d'implantations et de concessions qui couvre 36 pays situés au Maghreb (Algérie et Maroc), en Afrique subsaharienne, dont l'Île Maurice, dans 3 Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer, au Vietnam et au Cambodge. Outre la vente de gammes complètes de véhicules neufs de tourisme et utilitaires, CFAO Automotive distribue également des deux-roues, des bateaux et moteurs marins, et offre des services diversifiés allant des services après-vente à la vente de pièces de rechange et de pneumatiques.

CFAO Equipment est un réseau *business to business* dédié à la vente et la maintenance de matériels et de biens d'équipement. Il offre une gamme étendue de poids lourds et pneumatiques, de véhicules de transport, d'engins de construction et de manutention, de matériels agricoles, de groupes électrogènes et

d'ascenseurs, cette dernière activité se faisant à travers un partenariat avec Otis.

Les **Services** comprennent trois activités : la location de courte et longue durée, les véhicules d'occasion ainsi que les pièces de rechange et les services toutes marques. CFAO gère un parc de véhicules en location courte durée et longue durée sur sept pays : Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, République Démocratique du Congo, Sénégal et Madagascar. Outre la location courte et longue durée des véhicules de tourisme, des pick-up, des 4X4, CFAO propose aussi à la location du matériel d'équipement : engins de travaux publics, manutention et groupes électrogènes. Toutes ces offres sont regroupées sous une même enseigne commerciale : LOXEA. Elles complètent les franchises que détient le Groupe auprès d'Avis Budget Group et Hertz pour la location de courte durée de véhicules. LOXEA a accès au portefeuille de marques CFAO pour construire une offre attractive intégrant des prestations de maintenance au sein d'ateliers équipés.

CFAO Automotive Equipment & Services a généré 53,3 % du chiffre d'affaires total consolidé du Groupe en 2014 et 50,5 % au 1er semestre de 2015.

CFAO Technologies

Créée en 2002, CFAO Technologies développe en Afrique une offre de services intégrée et complète, à forte valeur ajoutée, dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). En 2012, la division a opéré un recentrage de son activité. Ce recentrage lui permet aujourd'hui de disposer d'un portefeuille d'offres pour répondre aux besoins de ses clients BtoB en matière de conseil et d'audit sur les infrastructures(en vue d'optimiser leurs performances et de garantir la sécurité), en matière d'intégration (fourniture, installation et paramétrage des infrastructures systèmes et réseaux) ainsi que d'infogérance et de maintenance. Cette dernière offre consiste à gérer pour le compte d'un client, tout ou partie de son système d'information et de ses infrastructures.

CFAO Technologies a représenté 2,2 % du chiffre d'affaires total consolidé du Groupe en 2014 et 2,0 % au 1er semestre 2015

La **Holding** regroupe des fonctions de support centralisées, telles que les ressources humaines, les systèmes d'information, la communication, le développement, l'audit et les services financiers, comptables, juridiques et fiscaux notamment.

2.2. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2015 sont ceux exposés dans la partie Facteurs de risques du Document de Référence 2014 (Chapitre 4).

2.3. ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIERE DU GROUPE AU PREMIER SEMESTRE 2015

2.3.1. Comparaison des résultats du Groupe des premiers semestres 2014 et 2015

Le tableau ci-après présente le compte de résultat consolidé du Groupe pour les premiers semestres 2014 et 2015, en millions d'euros et en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé pour les périodes considérées.

	S1 2015 (en €millions)	en % du CA	S1 2014 (en €millions)	en % du CA	Variation (réel)
Produit des activités ordinaires	1 676,2	100,0%	1 751,9	100,0%	-4,3%
Coûts des ventes	-1 262,4	-75,3%	-1 347,3	-76,9%	-6,3%
Marge brute	413,8	24,7%	404,6	23,1%	+2,3%
Charges de personnel	-150,2	-9,0%	-139,8	-8,0%	+7,4%
Autres produits et charges opérationnels courants	-143,7	-8,6%	-141,1	-8,1%	+1,8%
Résultat opérationnel courant	119,9	7,2%	123,8	7,1%	-3,1%
Autres produits et charges opérationnels non courants	5,3	0,3%	1,9	0,1%	+172,8%
Résultat opérationnel	125,2	7,5%	125,7	7,2%	-0,4%
Charges financières (nettes)	-22,3	-1,3%	-20,5	-1,2%	+9,1%
Résultat avant impôt	102,9	6,1%	105,2	6,0%	-2,3%
Impôt	-42,0	-2,5%	-41,7	-2,4%	+0,8%
<i>Taux effectif global d'imposition</i>	40,8%	0,0%	39,6%	0,0%	+0,0%
QP de résultat des sociétés mises en équivalence	0,4	0,0%	0,7	0,0%	-36,6%
Résultat net de l'ensemble consolidé	61,3	3,7%	64,3	3,7%	-4,6%
Capitaux propres - Part. ne donnant pas le contrôle	18,2	1,1%	22,2	1,3%	-17,8%
Résultat net part du Groupe	43,1	2,6%	42,1	2,4%	+2,4%

2.3.2. Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2015, le chiffre d'affaires de CFAO a diminué de -4,3% à 1 676,2 millions d'euros, contre 1 751,9 millions d'euros au premier semestre 2014.

Les changements de périmètre du Groupe survenus au premier semestre 2015 ont concerné pour l'essentiel le pôle Santé, avec la consolidation de SEP Congo (+10,3 millions d'euros) et Fazzini (+7,5 millions d'euros). Ces changements ont eu un impact positif sur le chiffre d'affaires de 25,2 millions d'euros au premier semestre.

L'impact des parités de change sur la conversion du chiffre d'affaires en euros a été favorable au premier semestre 2015 à 28,5 millions d'euros. Le pôle Equipment & Services a principalement bénéficié de cet effet induit par le renforcement de certaines devises locales, notamment le franc congolais et le shilling kényan, face à l'euro.

A périmètre et change comparables, le chiffre d'affaires a diminué de -7,2% sur le premier semestre 2015.

Le tableau ci-dessous montre la répartition du chiffre d'affaires par division et par zone géographique pour les premiers semestres 2014 et 2015.

	S1 2015 (en €millions)	en % du CA	S1 2014 (en €millions)	en % du CA	Variation (comparable)	Variation (réel)
Biens de consommation	168,3	10,0%	181,5	10,4%	-7,1%	-7,2%
Santé	628,5	37,5%	588,4	33,6%	+3,1%	+6,8%
Equipement & Services	879,4	52,5%	982,1	56,0%	-13,3%	-10,5%
Total	1 676,2		1 751,9		-7,2%	-4,3%
<hr/>						
Afrique subsaharienne francophone	748,1	44,6%	702,8	40,1%	+2,1%	+6,5%
Afrique subsaharienne anglophone et lusophone	242,5	14,5%	265,3	15,1%	-10,9%	-8,6%
Collectivités territoriales d'outre-mer et autres	383,9	22,9%	368,3	21,0%	+2,7%	+4,2%
Maghreb	124,8	7,5%	270,5	15,5%	-54,5%	-53,8%
Autres Europe	176,8	10,5%	145,1	8,3%	+35,5%	+61,4%
Total	1 676,2		1 751,9		-7,2%	-4,3%

2.3.2.2 Pôle Biens de consommation

Le chiffre d'affaires du pôle Biens de consommation ressort à 168,3 millions d'euros au premier semestre 2015, en baisse de -7,2 %.

	S1 2015 (en €millions)	en % du CA	S1 2014 (en €millions)	en % du CA	Variation (réel)
Boissons	110,2	65,5%	111,2	61,3%	-0,8%
Plastiques	20,3	12,1%	18,9	10,4%	+7,7%
FMCG Industries et Distribution	37,8	22,4%	51,4	28,3%	-26,6%
Total	168,3		181,5		-7,2%

Après plusieurs années consécutives de croissance, la division Boissons a enregistré une légère baisse de -0,8% à 110,2 millions d'euros due à un marché peu dynamique au Congo et au renforcement de la compétition dans ce territoire.

La division FMCG Industries et Distribution a souffert d'un climat des affaires difficile au Nigéria qui a induit une baisse de -26,6% du chiffre d'affaires à 37,8 millions d'euros.

La bonne performance de la division Plastiques qui voit son chiffre d'affaires augmenter de +7,7% à 20,3 millions d'euros vient partiellement compenser le ralentissement des deux autres divisions.

2.3.2.2 Pôle Santé

Le tableau ci-dessous présente la répartition du chiffre d'affaires du pôle Santé par activité aux premiers semestres 2014 et 2015 :

	S1 2015		S1 2014		Variation (réel)
	(en €millions)	en % du CA	(en €millions)	en % du CA	
Importateur-Grossiste-répartiteur	421,0	67,0%	400,5	68,1%	+5,1%
Pre-Wholesale	97,5	15,5%	104,4	17,7%	-6,6%
Agent Distributeur	44,4	7,1%	41,9	7,1%	+6,1%
Approvisionnement International	64,2	10,2%	40,3	6,9%	+59,2%
Autres	1,4	0,2%	1,3	0,2%	+5,4%
Total	628,4		588,4		+6,8%

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du chiffre d'affaires du pôle Santé par zone géographique aux premiers semestres 2014 et 2015 :

	S1 2015		S1 2014		Variation (réel)
	(en €millions)	en % du CA	(en €millions)	en % du CA	
Afrique subsaharienne francophone	233,8	37,2%	215,9	36,7%	+8,3%
Maghreb	48,7	7,8%	53,2	9,0%	-8,3%
Collectivités territoriales d'outre-mer et autres	187,2	29,8%	184,6	31,4%	+1,4%
Afrique subsaharienne anglophone et lusophone	44,4	7,0%	41,8	7,1%	+6,1%
Autres Europe	114,3	18,2%	92,9	15,8%	+23,1%
Total	628,4		588,4		+6,8%

Le pôle Santé affiche une croissance soutenue du chiffre d'affaires sur le premier semestre 2015 de +6,8% à 628,4 millions d'euros, liée à la fois à la poursuite de la croissance organique (+3,1% en comparable) et aux acquisitions réalisées en 2014.

L'activité est en progression dans toutes les divisions, à l'exclusion de l'entité Pre-Wholesale qui voit son chiffre d'affaires diminuer de -6,6% à 97,5 millions d'euros principalement suite au ralentissement de l'activité algérienne.

L'activité Approvisionnement International a été particulièrement dynamique et a vu son chiffre d'affaires augmenter de +59,2% par rapport au premier semestre de l'année passée à 64,2 millions d'euros, notamment porté par la récente consolidation de Fazzini.

2.3.2.7. Pôle Équipement & services

Le tableau suivant présente la répartition du chiffre d'affaires du pôle Equipment & Services par activité aux premiers semestres 2014 et 2015.

	S1 2015		S1 2014		Variation (réel)
	(en €millions)	en % du CA	(en €millions)	en % du CA	
Véhicules légers et autres	518,3	58,9%	564,1	57,4%	-8,1%
Véhicules occasion	27,0	3,1%	24,9	2,5%	+8,4%
Services, Pièces de rechange et Pneumatiques	124,6	14,2%	127,2	12,9%	-2,0%
2 Roues	29,9	3,4%	22,8	2,3%	+31,3%
Poids Lourds	82,4	9,4%	148,2	15,1%	-44,4%
Engins	25,2	2,9%	27,2	2,8%	-7,2%
Ascenseurs	17,4	2,0%	17,6	1,8%	-1,3%
Location	21,5	2,4%	19,1	1,9%	+12,7%
Total Automotive, Equipment & Services	846,4		951,1		-11,0%
Technologies	32,9	3,7%	31,0	3,2%	+6,3%
Total	879,4		982,1		-10,5%

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du chiffre d'affaires du pôle Equipment & Services par zone géographique aux premiers semestres 2014 et 2015 :

	S1 2015		S1 2014		Variation (réel)
	(en €millions)	en % du CA	(en €millions)	en % du CA	
Afrique subsaharienne francophone	364,6	41,5%	344,0	35,0%	+6,0%
Maghreb	71,9	8,2%	210,2	21,4%	-65,8%
Collectivités territoriales d'outre-mer et autres	196,8	22,4%	183,7	18,7%	+7,1%
Afrique subsaharienne anglophone et lusophone	153,8	17,5%	164,1	16,7%	-6,3%
Autres Europe	59,5	6,8%	49,1	5,0%	+21,2%
Total Automotive, Equipment & Services	846,4		951,1		-11,0%
Technologies	32,9	3,7%	31,0	3,2%	+6,3%
Total	879,4		982,1		-10,5%

Au premier semestre 2015, le chiffre d'affaires du pôle Equipment & Services a chuté de -10,5% à 879,4 millions d'euros. L'activité a été particulièrement faible au Maghreb pour la division Automotive, Equipment & Services. Les volumes de ventes ont diminué suite à la perte de contrats de distribution et aux conditions de marché difficiles en Algérie, induisant une perte de chiffre d'affaires significative.

Le chiffre d'affaires de la division Technologies fait état d'une bonne performance avec une augmentation de +6,3% à 32,9 millions d'euros.

2.3.3. Marge brute

La marge brute du Groupe s'est établie à 413,8 millions d'euros au premier semestre 2015, en progression de +2,3% par rapport à la même période de l'année précédente. Le taux de marge brute a gagné 1,6 point à 24,7% par rapport à 23,1% au premier semestre 2014, principalement grâce à l'amélioration du taux de marge brute des activités Automotive, Equipment & Services.

2.3.4. Charges de personnel

Les charges de personnel sont en hausse de +7,4% à 150,2 millions d'euros au premier semestre 2015, contre 139,8 millions d'euros au premier semestre 2014. En complément de l'entrée de nouvelles entités dans le périmètre de consolidation, cette augmentation traduit principalement la montée en puissance des nouveaux projets de développement. Dans un contexte de fléchissement du chiffre d'affaires, ces charges représentent 9,0 % du chiffre d'affaires du premier semestre 2015, contre 8,0 % au premier semestre 2014.

2.3.5. Autres produits et charges opérationnels courants

Les autres produits et charges opérationnels courants ont progressé de +1,8%, représentant une charge nette de 143,7 millions d'euros au premier semestre 2015, contre 141,1 millions d'euros au premier semestre 2014. En pourcentage du chiffre d'affaires, ce poste a légèrement augmenté passant de 8,1% à 8,6%.

2.3.6. Résultat opérationnel courant du Groupe

Le résultat opérationnel courant s'inscrit en retrait de -3,1 % à 119,9 millions d'euros, représentant un taux de rentabilité opérationnelle courante de 7,2%, en légère hausse par rapport à la même période de l'année précédente.

Le tableau ci-dessous présente la répartition du résultat opérationnel courant par pôle :

	S1 2015 (en €millions)	en % du CA	S1 2014 (en €millions)	en % du CA	Variation (réel)
<i>Biens de consommation</i>	26,4	15,7%	31,6	17,4%	-16,5%
<i>Santé</i>	48,7	7,7%	46,9	8,0%	+3,8%
<i>Equipement & Services</i>	60,4	6,9%	62,7	6,4%	-3,7%
<i>CFAO Holding</i>	-15,7	-	-17,5	-	-10,3%
Total	119,9	7,2%	123,8	7,1%	-3,1%

Le résultat opérationnel courant du pôle **Biens de Consommation** est affecté par une charge supplémentaire de -7,0 millions d'euros liée aux projets de développement en cours qui ne génèrent pas encore de chiffre d'affaires. Ainsi, le pôle publie une diminution de son résultat opérationnel courant de -16,5% de 31,6 millions d'euros à 26,4 millions d'euros.

Le résultat opérationnel courant du pôle **Santé** a progressé de +3,8% à 48,7 millions d'euros, principalement grâce à l'amélioration de rentabilité de sa division Approvisionnement International.

Le résultat opérationnel courant du pôle **Equipement & Services** a diminué de -3,7% principalement à cause de la chute d'activité de la division Automobile au Maghreb qui est venue annuler l'amélioration du résultat opérationnel courant dans les autres régions.

Enfin, les coûts de holding ont été réduits de 17,5 millions d'euros à 15,7 millions d'euros.

2.3.7. Résultat opérationnel

CFAO a clos le premier semestre 2015 sur un **résultat opérationnel** de 125,2 millions d'euros (7,5 % du chiffre d'affaires), en ligne avec l'année précédente, incluant un profit exceptionnel de 5,3 millions d'euros principalement lié à la cession d'un actif immobilier au Maroc.

2.3.8. Charges financières nettes

Le tableau ci-dessous présente la répartition des charges financières nettes du Groupe sur les premiers semestres 2014 et 2015 est la suivante :

(en €millions)	S1 2015	S1 2014
Coût de l'endettement financier net	-22,0	-19,2
Autres produits et charges financières	-0,3	-1,3
Charges financières nettes	-22,3	-20,5

Les charges financières nettes ont augmenté de 1,8 millions d'euros au cours du premier semestre 2015 pour atteindre 22,3 millions d'euros.

2.3.9. Impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices intègre la charge d'impôt payée ou provisionnée ainsi que les éventuels redressements fiscaux payés ou provisionnés sur la période concernée.

Le groupe a reconnu une charge d'impôt de 42,0 millions d'euros au premier semestre 2015 contre 41,7 millions d'euros sur la même période en 2014. Le taux effectif global d'imposition s'est établi à 40,8% sur la période, contre 39,6% au premier semestre 2014.

2.3.10. Résultat net

La quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence s'est élevée à 0,4 million d'euros au premier semestre 2015, contre 0,7 million d'euros sur la même période l'année précédente.

Le résultat net des activités poursuivies a reculé de -4,6% à 61,3 millions d'euros.

Le résultat net attribuable aux intérêts minoritaires a diminué de -17,8% à 18,2 millions d'euros. Il représente 29,7% du résultat net consolidé contre 34,5 % au premier semestre 2014.

En conséquence, le résultat net - part du Groupe s'établit à 43,1 millions d'euros au premier semestre 2015 contre 42,1 millions d'euros au premier semestre 2014, soit une hausse de +2,4%.

Le résultat net par action atteint 0,70 euro au premier semestre 2015 contre 0,68 euro pour le premier semestre 2014.

2.3.11. Endettement financier net et investissements

Le besoin en fonds de roulement a augmenté au cours de la période, induisant une consommation de trésorerie de -63,1 millions d'euros contre -126,7 millions d'euros sur la même période l'année précédente. L'augmentation observée pendant ce semestre est essentiellement liée à la diminution des dettes fournisseurs compte tenu du ralentissement des ventes du pôle Equipement & Services.

Les investissements d'exploitation nets ont augmenté de 34%. Ils portent principalement sur la modernisation des réseaux de distribution et l'expansion des capacités de distribution et production.

L'endettement financier net au 30 juin 2015 s'élève à 562,9 millions d'euros, en hausse de 130,4 millions d'euros par rapport à fin 2014 et de 2 millions d'euros par rapport au 30 juin 2014. Les principaux éléments ayant impacté l'endettement financier net sont : l'évolution du besoin en fonds de roulement et la distribution aux actionnaires de CFAO d'un dividende de 0,81 euro par action en juin 2015, soit un montant total de 50,8 millions d'euros.

Le ratio d'endettement financier net / capitaux propres est de 0,6 à fin juin 2015, soit une diminution de 6 points de base par rapport à juin 2014.

Le ratio d'endettement financier net / EBITDA (*) ressort à 1,71 contre 1,82 à fin juin 2014 et 1,30 à fin décembre 2014.

(*) calculé sur la base de deux fois l'EBITDA du premier semestre

2.4. OPERATIONS AVEC DES APPARENTES

Des accords conclus avec des parties liées à CFAO ont été identifiés dans le Document de référence de CFAO pour 2014, au chapitre 19 « Opérations avec des apparentés ».

Au cours du premier semestre 2015, CFAO a conclu les accords suivants avec des parties liées :

- ✓ Modification des contrats de travail de MM. Olivier Marzloff et Alain Pécheur : rémunération fixe et rémunération variable pour 2015 (autorisées au Conseil de surveillance du 27 mars 2015). Pour davantage d'informations concernant ces éléments de rémunération, voir chapitre 15 « Rémunération et avantages » du présent Document de Référence (page 131).

CFAO n'a apporté aucune modification affectant les transactions entre parties liées décrites dans le Document de Référence 2014.

Les autres informations relatives aux transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 21 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés figurant dans le présent rapport.

2.5. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU 1ER SEMESTRE 2015

CFAO FMCG Industries & Distribution

CFAO et l'Oréal ont annoncé la signature d'un protocole d'accord de production et de distribution de produits cosmétiques en Côte d'Ivoire. Dans le même temps, CFAO a acquis dans ce pays la société Sicobel qui produira une gamme de produits cosmétiques en marque propre et pour le compte de l'Oréal à destination de la sous-région.

CFAO Retail

En novembre 2014, CFAO annonçait la création d'un club de marques, réseau d'enseignes internationales souhaitant accompagner la croissance de la classe moyenne africaine dans le cadre du projet Retail de CFAO. Sur ce premier trimestre 2015, un deuxième groupe de marques a rejoint le club qui compte désormais dix enseignes qui ont vocation à être déployées dans les huit pays d'Afrique sub-saharienne où CFAO Retail prévoit d'implanter des centres commerciaux.

CFAO Automotive, Equipment & Services

CFAO a annoncé en février 2015 la constitution d'une société commune avec Porsche Holding (Groupe Volkswagen) pour l'importation et la distribution de véhicules de tourisme ainsi que de véhicules utilitaires légers de marque Volkswagen dans six pays d'Afrique de l'Est : Kenya, Malawi, Ouganda, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe. Cette co-entreprise consolide les contrats de distribution signés fin 2014 avec Volkswagen.

En juin 2015, CFAO a annoncé l'ouverture de deux nouvelles concessions automobiles à Abidjan, capitale commerciale de la Côte d'Ivoire, et à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo. La

concession d'Abidjan abrite un show-room qui distribue exclusivement la marque Toyota. À Kinshasa, les clients ont le choix entre deux espaces de vente proposant d'une part la marque Toyota, d'autre part les marques Peugeot et Suzuki.

CFAO Technologies

En juillet, CFAO Technologies a annoncé être le premier acteur à obtenir la certification Cisco Gold dans 18 pays africains.

Groupe

Le 24 mars 2015 a été annoncée l'arrivée de deux nouveaux membres au Comité de Direction Générale du Groupe : Françoise Le Guennou-Remarck, Directrice des Relations Institutionnelles et de la Communication du Groupe ainsi que Marc Bandelier, Directeur général de la division CFAO FMCG Industries & Distribution.

2.6. ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.

2.7. REMUNERATIONS ET AVANTAGES DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX

Sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations du 27 mars 2015, le Conseil de surveillance réuni à la même date a déterminé les montants de rémunération fixe et variable pour l'exercice 2015 pour les membres du Directoire, à l'exception de M. Ichiro Kashitani, Vice-Président du Directoire. Pour ce dernier, l'année fiscale de TTC étant clos le 31 mars 2015, les éléments de sa rémunération pour 2015 ont été approuvés après la clôture de l'exercice. Pour davantage d'information concernant les éléments de rémunération 2015 déterminés pour membres du Directoire, voir le Document de Référence pour 2014 (pages 128 et 131).

Il est précisé que les montants indiqués en ₣ pour la rémunération de M. Ichiro Kashitani (sous-sections 2.7.1 et 2.7.2) sont ajustés en fonction du taux de change à la date du calcul. Le taux de change utilisé pour la rémunération au titre de l'année 2014 est différent de celui utilisé pour la rémunération au titre de l'année 2015, le taux actuel est 140 ₣/€ (le taux utilisé à la date d'approbation de sa rémunération). Il est important de souligner que sa rémunération est déterminée en ₣.

2.7.1. Rémunération fixe des membres du Directoire

Rémunération fixe pour 2015

Sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations du 27 juillet 2015, le Conseil de surveillance qui s'est réuni le 30 juillet 2015 a approuvé le montant de la rémunération fixe pour l'exercice 2015 de M. Ichiro Kashitani, Vice-Président du Directoire.

Sa rémunération fixe a été établie conformément à la politique de rémunération de TTC comme suit : 34 106 143 ₣ par an, équivalent à 243 615 €. La rémunération a été augmentée de 13,3% par rapport à sa rémunération fixe pour 2014 (30 095 281 ₣).

2.7.2. Rémunération variable des membres du Directoire

2.7.2.1 Rémunération variable pour 2014

▪ **M. Ichiro KASHITANI :**

Sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations, le Conseil de surveillance réuni le 29 avril 2014, a défini le montant cible de la rémunération variable 2014 de M. Ichiro Kashitani, Vice-Président du Directoire.

Conformément à la politique de rémunération du personnel expatrié de TTC, actionnaire majoritaire de la Société, la rémunération variable 2014 à verser en 2015 à M. Ichiro Kashitani n'a été calculée que sur la base de critères non financiers.

La rémunération variable à verser à M. Ichiro Kashitani au titre de l'exercice 2014 a été arrêté, sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations, par le Conseil de surveillance réuni le 30 juillet 2015. Elle s'élève à 17 500 000 ¥, équivalent à 125 000 €.

2.7.2.2 Rémunération variable pour 2015

▪ **M. Ichiro KASHITANI :**

Sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations du 27 juillet 2015, le Conseil de surveillance, lors de sa séance du 30 juillet 2015, a approuvé la rémunération variable cible 2015 de M. Ichiro Kashitani, Vice-Président du Directoire pour 2015.

Conformément à la politique de rémunération du personnel expatrié de TTC, la rémunération variable 2015 à verser en 2016 à M. Ichiro Kashitani ne doit être calculée que sur la base de critères non financiers.

En application de ces critères, cette rémunération peut varier entre 18 000 000 ¥ (128 571,43 €) et 20 000 000 ¥ (142 857 €).

2.7.3. Rémunération différée

Plan d'intéressement à long terme 2015-2019

Le Conseil de surveillance à tenir à la fin de 2015, sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, devrait approuver la proposition du Directoire du Plan d'intéressement à long terme couvrant la période de 2015 à 2019. La Société publiera les détails concernant ce Plan ainsi que les informations relatives aux montants cibles attribuées aux dirigeants mandataires sociaux dans les délais requis par la loi et la réglementation.

2.8. PERSPECTIVES

La récente diminution du prix du pétrole, et plus largement des matières premières, implique pour les pays producteurs une diminution des recettes. Dans un rapport publié le 9 juillet 2015, le FMI a ainsi légèrement abaissé ses précédentes prévisions de croissance pour l'Afrique subsaharienne à 4,4% en 2015 et 5,1% en 2016. Le dynamisme de cette région reste néanmoins confirmé, notamment au regard de la croissance mondiale.

Au-delà de cette révision, les perspectives par division exposées lors de la publication des résultats 2014 restent valides pour les divisions Automotive, Equipment & Services et pour Eurapharma.

Concernant la division FMCG Industries et Distribution, l'environnement économique difficile au Nigéria pourrait se maintenir sur le second semestre.

3. COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2015

Comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015

Dans le présent document, le terme « Société » renvoie à la société CFAO SA, société mère du groupe CFAO. Le terme « Groupe » renvoie à la Société, à ses filiales consolidées et à ses participations minoritaires.

Les états financiers consolidés du Groupe pour les arrêtés semestriels de juin 2014 et juin 2015 et pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 ont été préparés conformément aux normes d'information financière internationales (International Financial Reporting Standards, « IFRS ») et aux interprétations de l'IFRIC telles qu'adoptées par l'Union Européenne et applicables au 30 juin 2015.

Compte de résultat consolidé pour les situations au 30 juin 2015 et au 30 juin 2014

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2015	30/06/2014
Produits des activités ordinaires	4	1 676,2	1 751,9
Coût des ventes		(1 262,4)	(1 347,3)
Marge brute		413,8	404,6
Charges de personnel	5 - 6	(150,2)	(139,8)
Autres produits et charges opérationnels courants		(143,7)	(141,1)
Résultat opérationnel courant	4	119,9	123,8
Autres produits et charges opérationnels non courants	7	5,3	1,9
Résultat opérationnel		125,2	125,7
Coût de l'endettement financier net	8	(22,0)	(19,2)
Autres produits et charges financiers	8	(0,3)	(1,3)
Résultat avant impôt		102,9	105,2
Impôt	9	(42,0)	(41,7)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		0,4	0,7
Résultat net de l'ensemble consolidé		61,3	64,3
Résultat net part du Groupe	10	43,1	42,1
Résultat net Participations ne donnant pas le contrôle	10	18,2	22,2
Résultat net part du Groupe		43,1	42,1
Résultat par action (en euros)	10	0,70	0,68
Résultat dilué par action (en euros)	10	0,70	0,68

État du résultat global consolidé pour les situations au 30 juin 2015 et au 30 juin 2014

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2015	30/06/2014
Résultat net		61,3	64,3
Eléments recyclables en résultat :		1,4	(3,3)
Ecarts de conversion et autres		1,4	(3,3)
Eléments non recyclables en résultat :		(0,1)	0,0
Ecarts actuariels (1)		(0,1)	0,0
Autres éléments du résultat global	11	1,3	(3,3)
Résultat global consolidé		62,6	61,0
dont Propriétaires de la Société		40,5	38,1
dont Participations ne donnant pas le contrôle		22,2	22,9

(1) Net d'impôt

État de la situation financière consolidée au 30 juin 2015, 30 juin 2014 et pour l'exercice clos au 31 décembre 2014

ACTIF

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Goodwill		212,6	200,5	208,5
Autres immobilisations incorporelles		38,6	32,0	32,7
Immobilisations corporelles		475,3	409,2	444,7
Participations dans les sociétés mises en équivalence		12,3	12,8	13,3
Actifs financiers non courants		64,1	57,5	61,1
Actifs d'impôts différés		26,1	24,2	26,0
Autres actifs non courants		4,1	1,3	2,3
Actif non courant		832,9	737,5	788,6
Stocks		896,5	883,8	899,3
Créances clients		544,9	578,4	561,4
Créances d'impôts exigibles		40,4	26,9	40,4
Autres actifs financiers courants		7,4	4,8	15,2
Autres actifs courants		191,3	193,3	178,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	216,7	166,2	202,3
Actif courant		1 897,1	1 853,5	1 897,2
Total actif		2 730,0	2 591,0	2 685,8

PASSIF

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Capital social	12	10,5	10,3	10,5
Réserves de conversion		(25,7)	(37,5)	(26,9)
Titres d'autocontrôle		(0,9)	(0,6)	(0,9)
Autres réserves		746,3	676,1	759,4
Capitaux propres - Propriétaires de la Société	12	730,2	648,2	742,0
Capitaux propres - Participations ne donnant pas le contrôle		214,1	196,1	211,7
Totaux	12	944,3	844,3	953,8
Emprunts et dettes financières à long terme	14	223,4	172,1	101,9
Provisions pour retraites et autres avantages similaires		42,6	37,9	41,9
Provisions		7,6	6,5	7,6
Passifs d'impôts différés		0,2	1,2	0,4
Passif non courant		273,9	217,7	151,8
Emprunts et dettes financières à court terme	14	556,2	555,0	532,9
Autres passifs financiers courants		22,1	13,1	16,8
Dettes fournisseurs		520,1	535,6	573,9
Provisions pour retraites et autres avantages similaires		1,2	1,1	1,2
Provisions		25,3	25,4	30,6
Dettes d'impôts exigibles		43,5	37,5	50,0
Autres passifs courants		343,5	361,2	374,9
Passif courant		1 511,8	1 528,9	1 580,3
Total passif		2 730,0	2 591,0	2 685,8

États des flux de trésorerie consolidés pour les périodes de six mois jusqu'au 30 juin 2015 et 30 juin 2014, et pour l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Résultat net		61,3	64,3	149,6
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant		32,0	30,6	61,5
Produit de cession de parcs de véhicules de location amendement IAS 16		3,1	2,1	5,0
Autres produits et charges sans incidence en trésorerie		(12,9)	(2,1)	(0,5)
Capacité d'autofinancement		83,5	94,9	215,6
Charges et produits d'intérêts financiers		23,6	21,6	42,9
Dividendes reçus		(1,7)	(1,0)	(1,7)
Charge nette d'impôt exigible		42,4	42,0	80,0
Capacité d'autofinancement avant impôts, dividendes et intérêts		147,8	157,5	336,7
Variation du besoin en fonds de roulement		(63,1)	(126,7)	(46,1)
Impôts sur les sociétés payés		(49,2)	(46,9)	(86,7)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles		35,4	(16,1)	203,9
Acquisitions parcs de véhicules de location amendement IAS 16	19,1	(8,6)	(9,8)	(17,3)
Autres acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	19,1	(62,0)	(43,7)	(103,7)
Produit de Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	19,1	5,5	5,0	12,0
<i>Total Investissements en immobilisations corporelles</i>	<i>19,1</i>	<i>(65,1)</i>	<i>(48,4)</i>	<i>(109,0)</i>
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise	19,2	(7,6)	(4,4)	(20,3)
Produit de cessions de filiales, net de la trésorerie cédée	19,2	1,3	0,3	0,4
Acquisitions d'autres actifs financiers		(13,2)	(10,5)	(20,4)
Cessions d'autres actifs financiers		8,3	12,9	20,0
Intérêts et dividendes reçus		0,5	(0,0)	2,4
<i>Total Investissements financiers</i>		<i>(10,7)</i>	<i>(1,7)</i>	<i>(17,8)</i>
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement		(75,8)	(50,1)	(126,8)
Augmentation/Diminution du capital social		0,4	4,5	31,6
Dividendes versés aux propriétaires de la société		(50,8)	(49,9)	(49,9)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(18,9)	(19,1)	(37,6)
Emission d'emprunts		136,9	75,3	35,9
Remboursement d'emprunts		(9,7)	(17,2)	(51,2)
Intérêts versés et assimilés		(24,1)	(21,9)	(43,6)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement		33,9	(28,2)	(114,8)
Incidence des variations de taux de change		5,6	1,9	(0,9)
Incidence de la détention d'actions d'autocontrôle		(0,0)	(0,3)	(0,6)
Autres variations		0,4	(5,7)	(3,1)
Variation nette de la trésorerie		(0,6)	(98,6)	(42,4)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires en début de période	19	(285,5)	(243,1)	(243,1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires en fin de période	19	(286,1)	(341,7)	(285,5)

Etat résumé de variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Nombre d'actions émises	Capital social	Réserves de conversion	Autres réserves et résultat nets	Capitaux propres		Totaux
					Propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	
Au 31 décembre 2013	61 623 201	10,3	(34,8)	683,7	659,2	194,7	853,9
Résultat global pour le premier semestre 2014			(2,8)	40,9	38,1	22,9	61,0
Augmentation/Diminution de capital						4,8	4,8
Titres d'autocontrôle	24 050	(1)		(0,3)	(0,3)		(0,3)
Valorisation des paiements fondés sur les actions				0,6	0,6		0,6
Dividendes versés				(49,9)	(49,9)	(25,5)	(75,5)
Variation de périmètre				0,4	0,4	(0,8)	(0,4)
Au 30 juin 2014	61 640 933	10,3	(37,5)	675,4	648,2	196,1	844,3
Résultat global pour le second semestre 2014			10,8	59,4	70,3	26,2	96,5
Augmentation/Diminution de capital		0,3		24,7	24,9	1,8	26,8
Titres d'autocontrôle	44 190	(1)		(0,3)	(0,3)		(0,3)
Valorisation des paiements fondés sur les actions				0,7	0,7		0,7
Dividendes versés				(0,0)	(0,0)	(11,8)	(11,8)
Variation de périmètre			(0,2)	(1,6)	(1,7)	(0,6)	(2,3)
Au 31 décembre 2014	62 712 875	10,5	(26,9)	758,3	742,0	211,7	953,8
Résultat global pour le premier semestre 2015			1,1	39,4	40,5	22,2	62,6
Augmentation/Diminution de capital				(0,0)	(0,0)	0,4	0,4
Titres d'autocontrôle	45 359	(1)		(0,0)	(0,0)		(0,0)
Valorisation des paiements fondés sur les actions							
Dividendes versés				(50,8)	(50,8)	(26,4)	(77,2)
Variation de périmètre			0,2	(1,7)	(1,5)	6,2	4,7
Au 30 juin 2015	62 711 706	10,5	(25,7)	745,2	730,2	214,1	944,3

(1) Dans le cadre de l'accord de liquidité et de rachats d'actions pour les plans d'actions de performance.

Notes annexes résumées aux états financiers consolidés

Note 1	Généralités	20
Note 2	Principes et méthodes comptables	20
Note 3	Périmètre de consolidation	21
Note 5	Paiement sur la base d'actions	24
Note 6	Plan d'intéressement à long terme	25
Note 7	Autres produits et charges opérationnels non courants	26
Note 9	Impôt sur le revenu	27
Note 10	Résultats par action	27
Note 11	Autres éléments du résultat global	28
Note 12	Capitaux propres	29
Note 13	Trésorerie et équivalents de trésorerie	29
Note 14	Dettes financières brutes	29
Note 15	Endettement financier net	30
Note 16	Classification comptable et valeur de marché des instruments financiers	30
Note 17	Exposition aux risques de change	32
NOTE 18	Instruments dérivés en valeur de marché	34
Note 19	Notes au tableau des flux de trésorerie	34
Note 20	Evolution des passifs éventuels, engagements contractuels non comptabilisés et risques éventuels	35
Note 21	Parties liées	35
Note 22	Événements postérieurs à la clôture	35

Note 1 Généralités

Le Groupe CFAO, composé de la société CFAO SA (la « Société ») et de ses filiales (collectivement le « Groupe CFAO » ou le « Groupe ») est un leader de marques de détail spécialisées dans ses métiers clés en Afrique et dans les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer.

CFAO est un acteur majeur de l'importation et de la distribution de véhicules automobiles, de l'importation et de la distribution de produits pharmaceutiques et des prestations de services logistiques y afférent, de certaines activités industrielles, et de certains services technologiques en Afrique et dans les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer.

Le groupe est aujourd'hui présent en France, dans 34 pays d'Afrique, dans 7 Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer, au Vietnam, au Cambodge et à l'île Maurice. Il dispose également d'implantations au Portugal, au Danemark, en Italie et en Inde pour ses activités logistiques et d'approvisionnement.

CFAO, la société mère du Groupe, est une société anonyme de droit français à Conseil de surveillance et Directoire, dont le siège social se situe 18, rue Troyon, 92310 Sèvres. Elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 552 056 152. CFAO SA est soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de commerce.

Le groupe a établi ses premiers états financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2008.

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2015 du Groupe CFAO ont été arrêtés par le Directoire le 28 juillet 2015 et sont présentés en euros.

Note 2 Principes et méthodes comptables

Principes généraux et déclaration de conformité

Les états financiers consolidés résumés du Groupe CFAO au 30 juin 2015 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union Européenne à la date de clôture de ces états financiers et qui sont d'application obligatoire à cette date. Les normes internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et les interprétations de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2015 sont préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire, telle qu'adoptée par l'Union Européenne, qui permet de présenter une sélection de notes explicatives.

Les notes annexes ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent donc être lues conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice 2014.

Référentiel IFRS appliqué

Les comptes semestriels sont établis selon les principes et méthodes comptables appliqués par le groupe aux états financiers 2014, à l'exception de l'impôt sur le résultat et des avantages au personnel, qui font l'objet de méthodes d'évaluation spécifiques (note 2.1).

Les normes, amendements et interprétations applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014, et 2015 sont les suivants :

- IFRIC 21 : aide à déterminer la date à laquelle un élément de passif peut être comptabilisé au titre d'un prélèvement imposé par une autorité publique, à la fois pour les prélèvements comptabilisés selon la norme IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels et ceux dont la date et le montant sont certains. Cette interprétation n'a pas d'incidence significative sur le niveau du groupe et n'a pas encore été retraitée en juin 2014 ni en juin 2015.

2.1. Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

2.1.1. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt de la période (exigible et différée) est déterminée à partir du taux effectif d'impôt estimé pour la période, pour chaque entité.

2.1.2. Avantages du personnel et assimilés

Sauf événement particulier au cours de la période, il n'est procédé à aucune évaluation actuarielle pour l'élaboration des comptes semestriels. La charge du semestre relative aux avantages postérieurs à l'emploi correspond à la moitié de la charge nette calculée pour l'exercice 2015, sur la base des données et des hypothèses actuarielles utilisées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014.

2.1.3. Saisonnalité de l'activité

Quelles que soient les divisions du groupe, le degré de saisonnalité de l'activité n'est pas significatif.

2.2. Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la Direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes. La Direction du Groupe revoit ses estimations et ses hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles. L'impact des changements d'estimations comptables est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes futures affectées.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels et goodwill, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, ainsi que les hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel, des impôts différés et des dérivés. Le groupe utilise notamment des hypothèses de taux d'actualisation, basées sur des données de marché, afin d'estimer ses actifs et passifs à long terme.

Les principales hypothèses retenues par le Groupe sont détaillées dans chacune des sections dédiées de l'annexe aux états financiers et notamment dans les notes suivantes :

- Note 5 – Paiement sur la base d'actions;
- Note 16 – Classification comptable et valeur de marché des instruments financiers;
- Note 17 – Exposition aux risques de change.

Pour les tests de dépréciation d'actifs non financiers, les Unités Génératrices de Trésorerie retenues correspondent aux divisions retenues dans le découpage des secteurs opérationnels (voir note 4).

Note 3 Périmètre de consolidation

Depuis le 30 juin 2014, les variations de périmètre suivantes sont intervenues :

Le 20 février 2015, CFAO a acquis 100% de SICOBEL, une entreprise de la Côte d'Ivoire spécialisée dans l'emballage et la distribution de produits cosmétiques notamment sous licence de L'Oréal. Au premier semestre 2015, SICOBEL a enregistré un chiffre d'affaires de 1,7 millions d'euros et un bénéfice net de 0,1 million d'euros.

Le 26 février 2015, CFAO a acquis 50% de la Compagnie Mauritanienne de Distribution Automobile (CMDA), distributeur automobile de la marque Toyota en Mauritanie. Au premier semestre 2015, CMDA a enregistré un chiffre d'affaires de 2,8 millions d'euros et une perte nette de 0,2 million d'euros.

Les autres variations du périmètre de consolidation du Groupe n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers de l'exercice.

Note 4 Secteurs opérationnels

Conformément à la norme IFRS 8 – Secteurs opérationnels, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation des ressources par le Président du Directoire ou ses membres, qui forment le principal organe de décision opérationnel du Groupe.

Un secteur opérationnel au sens de la norme IFRS 8 est une composante du Groupe engagée dans des activités susceptibles de générer des revenus et d'encourir des dépenses, dont les résultats opérationnels sont régulièrement revus par l'organe de décision opérationnel et pour laquelle une information distincte est disponible.

Chaque secteur opérationnel fait l'objet d'un suivi individuel en termes de reporting interne, selon des indicateurs de performance communs à l'ensemble des secteurs.

Les secteurs présentés au titre de l'information sectorielle sont des secteurs opérationnels ou des regroupements de secteurs opérationnels similaires.

Début 2015, l'organisation de CFAO s'articulait autour de trois pôles de développement stratégiques : Équipements et Services, Santé et Biens de consommation.

- Équipements et services : Automotive, Equipment and Services (les activités Équipements et Services de location font désormais partie de ce secteur d'activité) et Technologies;
- Santé : Eurapharma;
- Biens de consommation : FMCG Industries et Distribution (qui incluent les boissons, les produits en plastique et les activités FMCG) et CFAO Retail.

La division Holdings et autres regroupe principalement les coûts du siège à Sèvres et tous les services transversaux non affectés aux divisions opérationnelles.

Il n'y a pas eu d'agrégation de secteurs opérationnels depuis l'exercice se terminant le 31 décembre 2014. Les données de gestion utilisées pour évaluer la performance d'un secteur sont établies conformément aux principes IFRS, que le Groupe applique pour ses états financiers consolidés.

La performance de chaque secteur opérationnel est mesurée à partir de son résultat opérationnel courant et du résultat net part du Groupe, selon la méthode utilisée par le principal décideur opérationnel.

4.1 Informations par division

(en millions d'euros)	Pôle Biens de consommation	Pôle Santé	Pôle Equipements et Services	CFAO Holdings et Autres	Eliminations	Total
Au 30 juin 2015						
Produits des activités ordinaires	187,0	628,4	938,2		(77,5)	1 676,2
- hors Groupe	168,3	628,4	879,4	0,1		1 676,2
- Groupe	18,6		58,9	(0,1)		77,5
Résultat opérationnel courant	26,4	48,7	60,4	(15,7)		119,9
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	9,9	4,2	17,4	0,5		32,0
Produit de cession des parcs de location			3,1			3,1
Autres produits et charges opérationnelles courants sans contrepartie en trésorerie	(0,6)	0,9	(11,6)	(1,6)		(12,9)
Acquisitions parcs de location amendement IAS16			8,6			8,6
Autres acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	34,0	13,7	13,6	0,8		62,0
Actifs sectoriels	335,7	719,4	1 276,6	31,5		2 363,2
Passifs sectoriels	60,7	317,6	471,3	13,9		863,6

(en millions d'euros)	Pôle Biens de consommation	Pôle Santé	Pôle Equipements et Services	CFAO Holdings et Autres	Eliminations	Total
Au 30 juin 2014						
Produits des activités ordinaires	194,4	588,4	1 025,4		(56,4)	1 751,9
- hors Groupe	181,5	588,4	982,1	0,0		1 751,9
- Groupe	13,0	0,0	43,4	(0,0)		56,4
Résultat opérationnel courant	31,6	46,9	62,7	(17,5)		123,8
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	9,4	4,2	16,6	0,4	0,0	30,6
Produit de cession des parcs de location			2,1			2,1
Autres produits et charges opérationnelles courants sans contrepartie en trésorerie	(2,8)	0,7	(0,6)	0,6	(0,0)	(2,1)
Acquisitions parcs de location amendment IAS16	0,0		9,7		(0,0)	9,8
Autres acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	19,5	11,7	11,8	0,7	0,0	43,7
Actifs sectoriels	280,6	670,1	1 309,5	38,2	0,0	2 298,4
Passifs sectoriels	55,0	289,1	535,2	17,4	0,0	896,8
 Au 31 décembre 2014						
Produits des activités ordinaires	391,8	1 216,2	2 081,3		(128,8)	3 560,4
- hors Groupe	366,8	1 216,1	1 977,4	0,1		3 560,4
- Groupe	25,0	0,0	103,9	(0,1)		128,8
Résultat opérationnel courant	64,4	105,1	139,8	(38,6)		270,7
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	19,1	8,2	33,3	0,9		61,5
Produit de cession des parcs de location			5,0		(0,0)	5,0
Autres produits et charges opérationnelles courants sans contrepartie en trésorerie	(2,1)	0,2	(4,4)	5,8		(0,5)
Acquisitions parcs de location amendment IAS16	0,0		17,3			17,3
Autres acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	42,1	24,3	35,3	2,0		103,7
Actifs sectoriels	302,6	696,3	1 297,7	30,7		2 327,4
Passifs sectoriels	63,7	324,3	544,0	16,9		948,8

4.2 Informations par zone géographique

Les informations sont présentées par zone géographique sur la base de la localisation géographique des clients pour les produits des activités ordinaires et sur la base de l'implantation géographique des actifs pour les actifs sectoriels non courants à l'exception de la zone France – Export qui correspond aux ventes export à des clients externes au groupe CFAO.

Une description détaillée est également fournie pour chaque pays représentant plus de 5 % du chiffre d'affaires du Groupe.

	Afrique subsaharienne francophone	Afrique subsaharienne anglophone et lusophone	Collectivités territoriales d'Outre-Mer et autres	Maghreb	France (Export)	Total
<i>(en millions d'euros)</i>						
Au 30 juin 2015						
Produits des activités ordinaires	758,4	232,2	383,9	124,8	176,8	1 676,2
Actifs sectoriels non courants	391,6	68,5	95,2	79,2	96,0	730,5
Au 30 juin 2014						
Produits des activités ordinaires	711,2	256,8	368,3	270,5	145,1	1 751,9
Actifs sectoriels non courants	305,5	62,6	96,4	86,8	91,8	643,0
Au 31 décembre 2014						
Produits des activités ordinaires	1 502,6	505,7	747,1	490,7	314,3	3 560,4
Actifs sectoriels non courants	338,1	71,8	96,2	86,2	95,8	688,2

	Algérie	Congo	Réunion	Cameroun	Antilles	Nigeria	Côte d'Ivoire
<i>(en millions d'euros)</i>							
Au 30 juin 2015							
Produits des activités ordinaires	98,7	164,6	129,0	115,4	114,3	90,3	111,4
en % du chiffre d'affaires	5,9%	9,8%	7,7%	6,9%	6,8%	5,4%	6,6%
Actifs sectoriels non courants	36,3	185,0	21,6	18,3	12,1	35,0	52,7
en % du chiffre d'affaires	5,0%	25,3%	3,0%	2,5%	1,7%	4,8%	7,2%
Au 30 juin 2014							
Produits des activités ordinaires	200,0	158,1	122,2	115,7	112,5	107,4	96,1
en % du chiffre d'affaires	11,4%	9,0%	7,0%	6,6%	6,4%	6,1%	5,5%
Actifs sectoriels non courants	37,3	169,1	21,5	17,9	12,8	32,7	22,5
en % du chiffre d'affaires	5,8%	26,3%	3,3%	2,8%	2,0%	5,1%	3,5%
Au 31 décembre 2014							
Produits des activités ordinaires	360,1	338,5	248,7	245,1	220,3	210,8	204,2
en % du chiffre d'affaires	10,1%	9,5%	7,0%	6,9%	6,2%	5,9%	5,7%
Actifs sectoriels non courants	36,8	179,9	21,1	19,0	12,5	37,1	28,7
en % du chiffre d'affaires	5,4%	26,1%	3,1%	2,8%	1,8%	5,4%	4,2%

Note 5 Paiement sur la base d'actions

Le groupe a mis en place un plan de souscription d'actions pour certains employés le 4 janvier 2010. Il a accordé des actions gratuites à certains employés le 3 décembre 2010, le 18 juillet 2011 et le 6 juillet 2012.

Le groupe comptabilise son engagement au fur et à mesure des services rendus par les bénéficiaires, de la date d'attribution jusqu'à la date d'acquisition des droits. La date d'attribution correspond à la date à laquelle les plans ont été approuvés par le Directoire et communiqués aux intéressés.

Pour les bénéficiaires, les droits acquis ne peuvent être exercés qu'à l'issue d'une période de blocage dont la durée varie selon les plans. L'ensemble de ces plans est acquis.

Les caractéristiques des plans figurent dans le tableau ci-dessous :

Plan de stock-options et actions gratuites	Plan 2010	Plan 2010	Plan 2011	Plan 2012
	Options de souscription	Actions gratuites	Actions gratuites	Actions gratuites
Date d'attribution	04/01/2010	03/12/2010	18/07/2011	06/07/2012
Date d'expiration	04/01/2018	03/12/2014	18/07/2015	06/07/2016
Acquisition des droits	04/01/2014	03/12/2012	18/07/2013	06/07/2014
Nombre initial de bénéficiaires	239	600	606	604
Nombre attribué à l'origine	1 350 000	97 400	172 203	174 601
Nombre en circulation au 31 décembre 2014	926 058			165 821
Nombre annulé en 2014				579
Nombre exercé en 2014				
Nombre expiré en 2014				
Nombre d'actions délivrées	925 871	84 400	158 443	166 711
Nombre en circulation au 30 juin 2015	187			
Nombre exerçables au 30 juin 2015				
Nombre restant de bénéficiaires				
Prix d'exercice (en euros)	26,00	S.O.	S.O.	S.O.
Juste valeur à la date d'attribution (en euros)	4,18	22,96	20,38	27,92
Prix moyen pondéré des options exercées (en euros)				

La charge totale comptabilisée au premier semestre 2015 au titre des plans d'options de souscription et d'attributions d'actions est de 0 million d'euros contre 0,6 million d'euros à la fin du 1er semestre 2014.

TTC détient 97,50 % de CFAO après en avoir pris le contrôle en 2012. Compte tenu de la réduction de la liquidité du titre CFAO, un contrat de liquidité a été conclu entre TTC et les bénéficiaires des plans d'options de souscription d'actions et d'attribution d'actions gratuites. La condition de liquidité est basée sur un cours lié à l'évolution de l'EBIT depuis 2011. La condition de performance du marché pour les actions gratuites a été remplacée par une condition de progression du résultat net part du Groupe.

Note 6 Plan d'intéressement à long terme

Plusieurs plans d'intéressement à long terme sont désormais consentis au lieu de paiements sur la base d'actions du fait du manque de liquidité susmentionné. Ils sont assortis de conditions de présence et de performance, et d'une période d'acquisition des droits de quatre ans.

Les droits sont acquis progressivement à condition de continuer à faire partie du personnel de toute société du groupe TTC (à hauteur de 33 % à la fin de l'exercice 2, 66 % à la fin de l'exercice 3 et 100 % à la fin de l'exercice 4). La charge est répartie linéairement sur ces quatre ans.

Un premier plan a été consenti 7 novembre 2013. Le critère de performance est lié à une croissance annuelle de 7 % du résultat opérationnel courant entre 2014 et 2016. Ce plan d'intéressement, d'une valeur de 7,1 millions d'euros (incluant les cotisations versées par l'employeur), a bénéficié à 631 personnes.

Un second plan a été consenti le 1er juillet 2014. Le critère de performance est lié à une croissance annuelle de 7 % du résultat net part du Groupe entre 2015 et 2017. Ce plan d'intéressement, d'une valeur de 7,8 millions d'euros (incluant les cotisations versées par l'employeur), a bénéficié à 669 personnes.

La charge totale comptabilisée à fin juin 2015 au titre des plans d'intéressement à long terme est de 1,8 millions d'euros. Elle était de 0,8 millions d'euros pour le premier semestre 2014.

Note 7 Autres produits et charges opérationnels non courants

(en millions d'euros)	30/06/2015	30/06/2014
Résultat opérationnel non courant	11,6	1,9
Produits nets de cessions d'immobilisations opérationnelles	7,3	1,8
Produits nets des cessions de participations	0,9	(0,2)
Indemnité Nissan en Nouvelle-Calédonie	3,0	
Divers	0,3	0,3
Charges opérationnelles non courantes	(6,3)	
Frais de restructuration au Maghreb	(3,3)	
Divers	(3,0)	
Total	5,3	1,9

Les autres produits et charges opérationnels non courants du Groupe regroupent les éléments inhabituels de nature à perturber l'évaluation de la performance financière de chaque division.

Le solde net de ce poste fait ressortir un revenu de 5,3 millions d'euros pour le premier semestre 2015, dont une plus-value de 6,6 millions d'euros essentiellement sur la cession d'actifs au Maroc et à Tahiti par la Division Équipement et Services. La plus-value sur la cession d'investissements provient de la cession de la filiale OHE au Vietnam par la Division Équipement et Services.

Les frais de restructuration sont liés à la perte des licences de distribution Nissan et Isuzu.

En 2014, ce poste faisait ressortir une plus-value de 1,9 million d'euros essentiellement liée à la cession d'actifs par Brasseries du Congo.

Note 8 Produits et Charges financiers

Les produits et charges financiers nets s'analysent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2015	30/06/2014
Coût de l'endettement financier net	(22,0)	(19,2)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	0,4	0,3
Charges financières au coût amorti	(22,4)	(19,5)
Autres produits et charges financiers	(0,3)	(1,3)
Gains et pertes sur dérivés de couverture de change juste valeur (1)	0,2	(0,4)
Gains et pertes de change	(0,5)	0,0
Dividendes et acomptes reçus	1,7	1,0
Effet de l'actualisation des actifs et passifs	(0,4)	(0,5)
Autres charges financières	(1,3)	(1,4)
Total	(22,3)	(20,5)

(1) Cette ligne correspond à l'inefficacité de la couverture en juste valeur.

Les charges financières au coût amorti correspondent essentiellement aux intérêts sur les découverts bancaires.

L'impact net sur le résultat de la portion inefficace de la couverture de change est un gain de 0,2 million d'euros. Ce poste reflète (i) un produit de 3,9 millions d'euros correspondant aux variations de la juste valeur des engagements, et (ii) une charge de 3,7 millions d'euros correspondant aux variations de la juste valeur d'instruments dérivés.

Les autres charges financières incluent les frais d'escamptes.

Note 9 Impôt sur le revenu

Le taux d'impôt du Groupe se détermine comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2015	30/06/2014
Résultat avant impôt	102,9	105,2
Eléments exceptionnels	5,3	1,9
Résultat récurrent avant impôt	97,6	103,3
Charge totale d'impôt	(42,0)	(41,7)
Charge totale d'impôt hors cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	(40,7)	(40,3)
Impôt sur éléments exceptionnels	(0,4)	(1,1)
Charge d'impôt courant hors CVAE	(40,3)	(39,3)
Taux effectif d'imposition	40,8%	39,6%
Taux d'impôt courant hors CVAE	41,3%	38,0%

Le taux d'impôt applicable en France est le taux de base de 33,33 %, augmenté de : (i) la contribution sociale de 3,3% et (ii) la majoration exceptionnelle de 10,7 % votée lors de la dernière loi de finances 2013, toutes deux appliquées au taux de base, qui atteint donc 38 %.

Note 10 Résultats par action

Les résultats nets par action sont calculés sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation sous déduction du nombre moyen pondéré d'actions détenues par des sociétés consolidées.

Les résultats nets par action dilués prennent en compte le nombre moyen pondéré d'actions défini ci-avant pour le calcul du résultat net par action majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires potentiellement dilutives.

Comme tous les plans de stock option et d'actions gratuites ont été livrés, il n'a y a plus de dilution potentielle.

Résultat par action au 30 juin 2015

(en millions d'euros)	Groupe consolidé
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	43,1
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	61 897 379
Nombre moyen pondéré de titres d'autocontrôle	(44 536)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	61 852 844
Résultat de base par action (en euros)	0,70
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	43,1
Options de souscription d'actions	
Actions gratuites	
Résultat net part du Groupe dilué	43,1
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	61 852 844
Options de souscription d'actions	
Actions gratuites	
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées	61 852 844
Résultat dilué par action (en euros)	0,70

Résultat par action au 30 juin 2014

(en millions d'euros)	Groupe consolidé
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	42,1
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	61 664 983
Nombre moyen pondéré de titres d'autocontrôle	(5 767)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	61 659 216
Résultat de base par action (en euros)	0,68
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	42,1
Options de souscription d'actions	
Actions gratuites	
Résultat net part du Groupe dilué	42,1
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	61 659 216
Options de souscription d'actions	
Actions gratuites	81 959
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées	61 741 175
Résultat dilué par action (en euros)	0,68

Note 11 Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global sont principalement composés :

- des profits et des pertes résultant de la conversion des états financiers d'une activité à l'étranger ;
- des éléments relatifs à l'évaluation des obligations au titre des avantages du personnel : excédents des actifs des régimes de retraite non comptabilisés et écarts actuariels constatés sur les régimes à prestations définies.

Les montants de ces éléments, avant et après effets d'impôt liés sont les suivants :

(en millions d'euros)	Brute	Impôt	Nette
Ecarts de conversion et autres	(3,3)		(3,3)
Ecarts actuariels			
Autres éléments du résultat global au 30 juin 2014	(3,3)		(3,3)
Ecarts de conversion et autres	8,3		8,3
Excédent des actifs des régimes des retraites non comptabilisé			
Ecarts actuariels	(0,0)	(0,2)	(0,3)
Autre résultat global (charge) au 31 décembre 2014	8,2	(0,2)	8,0
Ecarts de conversion et autres	1,4		1,4
Ecarts actuariels	(0,1)		(0,1)
Autres éléments du résultat global au 30 juin 2015	1,3		1,3

Note 12 Capitaux propres

Au 30 juin 2015, le capital social s'élève à 10 459 512 euros. Il est composé de 62 757 065 actions entièrement libérées.

L'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014 a validé la distribution d'un dividende de 0,81 euros par action au titre de cet exercice, soit 50,8 millions d'euros au total.

Le dividende distribué avait été de 0,81 euro par action au titre de l'exercice 2013 et de 49,9 millions d'euros au total.

Note 13 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Ce poste s'analyse de la façon suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2015	30/06/2014
Trésorerie	216,7	166,2
Équivalents de trésorerie	0,0	0,0
Total	216,7	166,2

Sur les 216,7 millions d'euros de trésorerie, 89,0 millions d'euros (contre 47,8 millions d'euros au 30 juin 2014) sont des positions actives issues de la gestion des comptes des centrales d'achats et de la Holding CFAO.

Note 14 Dettes financières brutes

(en millions d'euros)	30/06/2015	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	Au-delà
Dettes financières à long terme	223,4						
Obligations	10,0		2,9	2,9	2,9	1,4	
Lignes de crédit confirmées	150,0				150,0		
Autres dettes bancaires	37,7		12,9	9,9	7,9	6,3	0,7
Participation des salariés au résultat de l'entreprise	5,3		0,3	2,6	1,9	0,3	0,2
Autres dettes financières	20,4		17,1	3,2		0,2	
Emprunts et dettes financières à court terme	556,2	556,2					
Obligations	1,4		1,4				
Lignes de crédit confirmées	15,3		15,3				
Autres dettes bancaires	20,7		20,7				
Participation des salariés au résultat de l'entreprise	0,3		0,3				
Découverts bancaires	499,9		499,9				
Autres dettes financières	18,6		18,6				
Total	779,6	556,2	33,1	18,5	162,7	8,2	0,9
%		71,3%	4,2%	2,4%	20,9%	1,1%	0,1%

Au 30 juin 2015, l'ensemble de la dette brute est comptabilisé au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif.

Les autres dettes financières incluent un passif financier de 21,7 millions d'euros pour les options de vente consenties aux actionnaires minoritaires des sociétés suivantes :

Holding des sociétés au Vietnam : 24 % ;
Holding des sociétés en Nouvelle-Calédonie : 26 % ;
Holding Mission Pharma : 20 %.

Le passif financier calculé pour les options de vente est un multiple du résultat opérationnel courant ou de l'EBITDA (résultat opérationnel courant, plus la dépréciation, l'amortissement et les provisions sur actifs opérationnels non courants comptabilisés dans le résultat opérationnel courant), moins l'endettement financier net.

Dans les emprunts et dettes financières à long terme figure principalement le tirage sur le crédit syndiqué pour un montant de 150 millions d'euros sur un total de ligne confirmée de 400 millions d'euros. CFAO a conclu le 17 décembre 2013 un nouveau contrat de crédit renouvelable sur 5 ans de 400 millions d'euros, qui couvre le refinancement d'un crédit renouvelable existant de 300 millions d'euros contracté par CFAO le 7 décembre 2009. Ce crédit a été classé en lignes de crédit confirmées non courantes au vu de son échéance de 5 ans.

Le Groupe a respecté les clauses restrictives relatives aux facilités de crédit au 30 juin 2015.

Les intérêts courus figurent dans la rubrique « Autres dettes financières ».

La part des dettes à plus d'un an représente 28,7 % de la dette brute au 30 juin 2015 (23,7 % au 30 juin 2014).

En janvier 2014, une obligation a été émise en Côte d'Ivoire afin d'assurer le financement des filiales locales.

Note 15 Endettement financier net

L'endettement financier net du Groupe s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Dettes financières brutes	(779,6)	(727,1)	(634,8)
Trésorerie	216,7	166,2	202,3
Endettement financier net	(562,9)	(560,9)	(432,5)

Note 16 Classification comptable et valeur de marché des instruments financiers

Les principes de mesure des instruments financiers et leur valeur de marché au 30 juin 2015 s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2015		Instruments dérivés avec comptabilité de couverture		
	Valeur comptable	Valeur de marché	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Coût amorti
Actif non courant					
Actifs financiers non courants	64,1	64,1	10,4	44,5	9,1
Actif courant					
Créances clients	544,9	544,9			544,9
Autres actifs financiers courants	7,4	7,4			1,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	216,7	216,7	0,0		216,7
Passif non courant					
Emprunts et dettes financières à long terme	223,4	223,4			223,4
Passif courant					
Emprunts et dettes financières à court terme	556,2	556,2			556,2
Autres passifs financiers courants	22,1	22,1			12,4
Dettes fournisseurs	520,1	520,1			520,1

(en millions d'euros)	30/06/2014		Instruments dérivés avec comptabilité de couverture			
	Valeur comptable	Valeur de marché	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Coût amorti	comptabilité de couverture
Actif non courant						
Actifs financiers non courants	57,5	57,5	8,3	38,4	10,8	
Actif courant						
Créances clients	578,4	578,4				578,4
Autres actifs financiers courants	4,8	4,8			1,6	3,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	166,2	166,2	0,0			166,2
Passif non courant						
Emprunts et dettes financières à long terme	172,1	172,1				172,1
Passif courant						
Emprunts et dettes financières à court terme	555,0	555,0				555,0
Autres passifs financiers courants	13,1	13,1			10,6	2,5
Dettes fournisseurs	535,6	535,6				535,6

Les actifs et passifs comptabilisés à la juste valeur sont déterminés comme suit :

Niveau 1 : prix cotés sur un marché actif

Lorsque des prix cotés sur un marché actif sont disponibles, ils sont retenus prioritairement pour la détermination de la valeur de marché. Au 30 juin 2015, il n'y a pas d'élément évalué à la juste valeur sur cette base.

Niveau 2 : modèle interne avec paramètres observables à partir de techniques de valorisation interne

Ces techniques font appel à des méthodes de calcul mathématiques usuelles intégrant des données observables sur les marchés (cours des contrats à terme, courbes de taux, etc.). Le prix de la majorité des instruments financiers dérivés négociés sur des marchés est calculé sur la base de modèles communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments financiers.

Niveau 3 : modèle interne avec paramètres non observables

La juste valeur permettant de déterminer les valeurs comptables retenues est une estimation raisonnable de leur valeur de marché. Cette méthode concerne essentiellement les actifs financiers non courants.

En 2015, les modalités d'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs financiers n'ont pas été modifiées.

(en millions d'euros)	30/06/2015		30/06/2014		31/12/2014	
	Valeur comptable	Valeur de marché	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Coût amorti	Instruments dérivés avec comptabilité de couverture
Actif non courant						
Actifs financiers non courants	64,1	64,1	57,5	57,5	61,1	61,1
Actif courant						
Créances clients	544,9	544,9	578,4	578,4	561,4	561,4
Autres actifs financiers courants	7,4	7,4	4,8	4,8	15,2	15,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	216,7	216,7	166,2	166,2	202,3	202,3
Passif non courant						
Emprunts et dettes financières à long terme	223,4	223,4	172,1	172,1	101,9	101,9
Passif courant						
Emprunts et dettes financières à court terme	556,2	556,2	555,0	555,0	532,9	532,9
Autres passifs financiers courants	22,1	22,1	13,1	13,1	16,8	16,8
Dettes fournisseurs	520,1	520,1	535,6	535,6	573,9	573,9

Note 17 Exposition aux risques de change

Le groupe CFAO utilise pour la gestion du risque de change des instruments dont les encours représentés par leur notionnel sont les suivants :

(en millions d'euros)	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Contrats de change à terme et Swaps de devises	119,9	96,2	127,8
Total	119,9	96,2	127,8

Le Groupe utilise essentiellement des contrats de change à terme pour couvrir les risques commerciaux export et import et pour couvrir les risques financiers nés en particulier des opérations de refinancement intragroupe en devises.

Certaines filiales locales (Maroc, Kenya) souscrivent et comptabilisent des contrats d'achat à terme. Au 30 juin 2015, les encours représentés par leur notionnel s'élevaient à 6,7 millions d'euros.

Dans le cadre de l'application de la norme IAS 39, ces instruments dérivés ont été analysés au regard des critères d'éligibilité à la comptabilité de couverture. Au 30 juin 2015, la répartition des instruments dérivés en couvertures documentées s'établissait comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2015	Yen japonais	Dollar américain	Euro	Autres	30/06/2014	31/12/2014
Couvertures de juste valeur							
Achats à terme & swaps d'achats à terme	280,2	57,5	202,4	14,7	5,6	305,0	306,2
Ventes à terme & swaps de ventes à terme	-160,3	-0,5	-159,8	0,0	0,0	-208,8	-178,4
Total	119,9	57,0	42,5	14,7	5,6	96,2	127,8

La colonne « Autres » correspond principalement aux opérations réalisées en rands sud-africains et en livres sterling.

Ces instruments dérivés de change sont comptabilisés au bilan en valeur de marché à la date de clôture. L'exposition au risque de change du bilan s'analyse de la façon suivante au 30 juin 2015 :

(en millions d'euros)	30/06/2015	Euro	Dollar américain	Yen japonais	Autres	30/06/2014	31/12/2014
CENTRALES D'ACHAT							
Créances Centrales d'achat	72,8		72,6	0,2	0,0	112,7	75,2
Dettes Centrales d'achat	80,7		58,4	21,0	1,3	114,5	124,3
Exposition brute au bilan - centrales d'achat	-7,9	0,0	14,2	-20,8	-1,3	-1,8	-49,1
Commandes clients							
Commandes clients	59,3		59,0	0,3	0,0	55,3	55,1
Commandes fournisseurs	168,0		127,8	36,4	3,8	139,8	123,9
Exposition brute prévisionnelle - centrales d'achat	-108,7	0,0	-68,8	-36,2	-3,8	-84,5	-68,8
Exposition brute avant couverture - centrales d'achat	-116,6	0,0	-54,6	-56,9	-5,0	-86,3	-117,9
Instruments de couverture - centrales d'achat	117,4	0,0	55,3	57,0	5,1	91,7	121,0
Exposition nette après couverture centrales d'achat	0,8	0,0	0,7	0,1	0,1	5,4	3,1

Les centrales d'achats de CFAO couvrent le risque de change au bilan (factures clients et fournisseurs) et prévisionnel (commandes confirmées fournisseurs et clients) par rapport à leur devise de comptabilisation qui est l'euro.

(en millions d'euros)	30/06/2015	Euro	Dollar américain	Yen japonais	Autres	30/06/2014	31/12/2014
Refinancement intersociétés							
Actifs financiers	4,7	0,0	4,7	0,0	0,0	0,5	4,1
Passifs financiers	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5
Exposition brute avant couverture	4,3	0,0	4,7	0,0	-0,5	0,1	3,6
Instruments de couverture							
Instruments de couverture	-4,3	0,0	-4,7	0,0	0,5	-0,1	-3,6
Exposition nette après couverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

(en millions d'euros)	30/06/2015	Euro	Dollar américain	Yen japonais	Autres	30/06/2014	31/12/2014
FILIALES HORS CENTRALES D'ACHAT							
Filiales ayant recours aux instruments de couverture							
Créances des filiales couvrant le risque de change	23,8		23,8			39,5	45,5
Dettes des filiales couvrant le risque de change	30,5	14,7	15,8	0,0		44,1	56,0
Exposition brute au bilan	-6,7	-14,7	8,0	0,0	0,0	-4,6	-10,4
Commandes clients	0,0						
Commandes fournisseurs	0,0						
Exposition brute prévisionnelle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exposition brute avant couverture filiales gérant le risque de change	-6,7	-14,7	8,0	0,0	0,0	-4,6	-10,4
Instruments de couverture des filiales	6,7	14,7	-8,0	0,0	0,0	4,6	10,4
Exposition nette après couverture filiales gérant le risque de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Certaines filiales peuvent utiliser des instruments pour couvrir l'exposition au risque de change de leur dette libellée en dollar US ou en Euros et leur devise de comptabilisation (Dirham marocain, Shilling Kenyan).

(en millions d'euros)	30/06/2015	Euro	Dollar américain	Yen japonais	Autres	30/06/2014	31/12/2014
FILIALES NON COUVERTES							
Filiales n'ayant pas recours aux instruments de couverture							
Créances des filiales	27,2	7,9	19,1	0,1	0,0	7,0	34,4
Dettes des filiales	102,8	34,7	66,9	0,0	1,2	152,0	105,8
Trésorerie	23,4	2,4	19,8	0,5	0,7	19,7	17,6
Dettes financières	46,3	5,8	39,4	1,1	0,0	26,3	43,3
Exposition brute au bilan avant couverture	-98,5	-30,1	-67,3	-0,5	-0,6	-151,6	-97,1
Instruments de couverture	0,0						
Exposition nette après couverture	-98,5	-30,1	-67,3	-0,5	-0,6	-151,6	-97,1
Dépréciation de 10 % de la devise locale	-9,9	-3,0	-6,7	0,0	-0,1	-15,2	-9,7

Les filiales hors centrales d'achats et qui n'ont pas recours aux instruments de couverture du risque de change pour des contraintes réglementaires sont exposées au risque de variation de leur devise de comptabilisation par rapport aux dettes et créances d'exploitation ou financières libellées en euros ou en dollar US.

Le tableau précédent n'inclut pas l'exposition de l'actif et du passif libellés en euros des filiales de la zone franc CFA, car le taux de change de cette devise est fixe par rapport à l'euro. Ces éléments s'élevaient à 152,9 millions d'euros au 30 juin 2015.

En synthèse la position nette consolidée du Groupe ressort comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2015	Euro	Dollar américain	Yen japonais	Autres	30/06/2014	31/12/2014
Groupe CFAO							
Créances							
Créances	124,0	8,2	115,5	0,3	0,0	159,2	166,1
Dettes	366,7	202,1	141,1	21,0	2,5	446,3	434,2
Trésorerie	28,2	2,5	24,6	0,5	0,7	20,2	21,7
Dettes financières	47,3	6,3	39,4	1,1	0,5	26,8	59,7
Exposition brute au bilan	-261,7	-197,8	-40,3	-21,3	-2,3	-293,6	-306,0
Commandes clients	59,3	0,0	59,0	0,3	0,0	55,3	55,1
Commandes fournisseurs	168,0	0,0	127,8	36,4	3,8	139,8	123,9
Exposition brute prévisionnelle	-108,7	0,0	-68,8	-36,2	-3,8	-84,5	-68,8
Exposition brute avant couverture	-370,5	-197,8	-109,1	-57,5	-6,1	-378,1	-374,8
Instruments de couverture	119,9	14,7	42,5	57,1	5,6	96,2	127,9
Exposition brute après couverture	-250,6	-183,0	-66,6	-0,4	-0,6	-281,9	-247,0

Analyse de sensibilité au risque de change

Sur la base des données de marché en date de clôture, l'impact d'une variation instantanée de 10 % des cours de change des devises d'achat non couvertes par rapport aux monnaies locales (hors franc CFA) serait de 9,9 millions d'euros à fin juin 2015.

Cette analyse exclut les effets liés à la conversion des états financiers de chaque entité du Groupe dans sa devise de présentation (l'euro).

Ce calcul prend comme hypothèse que toutes les autres variables de marché seraient réputées constantes dans la détermination de la sensibilité.

NOTE 18 Instruments dérivés en valeur de marché

Le groupe utilise des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux risques de change. Le groupe n'a pas de couverture de flux de trésorerie ni de couverture d'investissement net.

Au 30 juin 2015, 30 juin 2014 et au 31 décembre 2014, conformément à la norme IAS 39, les valeurs de marché des instruments financiers dérivés figurent au bilan à l'actif dans la rubrique « Autres actifs financiers courants » et au passif dans la rubrique « Autres passifs financiers courants ».

La juste valeur des dérivés de change est enregistrée en autres actifs financiers ou passifs financiers courants.

(en millions d'euros)	30/06/2015	Risque de taux d'intérêt	Risque de change	Autres risques de marché	30/06/2014	31/12/2014
Dérivés actif	5,5		5,5		3,2	14,8
Non courant						
Courant	5,5		5,5		3,2	14,8
Dérivés actif – couverture de juste valeur	5,5		5,5		3,2	14,8
Dérivés passif	9,7		9,7		2,5	11,9
Non courant						
Courant	9,7		9,7		2,5	11,9
Dérivés passif – couverture de juste valeur	9,7		9,7		2,5	11,9
Total	(4,2)		(4,2)		0,7	2,9

Note 19 Notes au tableau des flux de trésorerie

La trésorerie nette des découvertes bancaires et des comptes de trésorerie créditeurs (incluant les intérêts courus) s'élève au 30 juin 2015 à - 286,1 millions d'euros et correspond au montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie présenté dans l'état des flux de trésorerie.

(en millions d'euros)	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Trésorerie et équivalents de trésorerie du bilan	216,7	166,2	202,3
Découverts bancaires	(499,9)	(483,9)	(486,9)
Comptes courants de trésorerie créditeurs	(2,8)	(24,0)	(0,9)
Trésorerie et équivalents de trésorerie du tableau de flux de trésorerie	(286,1)	(341,7)	(285,5)

19.1 Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ont atteint 70,7 millions d'euros sur le premier semestre 2015 (53,5 millions d'euros sur le premier semestre 2014).

19.2. Acquisitions et cessions de filiales

(en millions d'euros)	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise	(7,6)	(4,4)	(20,3)
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée	1,3	0,3	0,4
Total	(6,4)	(4,1)	(19,9)

Au premier semestre 2015, les acquisitions des filiales ont concerné SICOBEL en Côte d'Ivoire dans le segment Biens de consommation et la Compagnie Mauritanienne de Distribution Automobile, distributeur de Toyota en Mauritanie dans le segment Équipement et Services .

Au premier semestre 2014, les acquisitions des filiales ont principalement concerné un distributeur Toyota au Liberia.

Note 20 Evolution des passifs éventuels, engagements contractuels non comptabilisés et risques éventuels

20.1. Engagements donnés suite à des cessions d'actifs

Au cours du premier semestre 2015, aucune nouvelle convention de garantie de passif n'a été conclue par le Groupe.

20.2. Autres évolutions

À la connaissance du Groupe, il n'existe pas d'autres évolutions significatives des autres engagements donnés ou reçus par CFAO ou passifs éventuels au 30 juin 2015.

Note 21 Parties liées

Suite à l'offre publique d'achat lancée par Toyota Tsusho Corporation en 2012, ce dernier détient 97,50 % du Groupe CFAO et 97,57 % de ses droits de vote.

En 2014, un dividende au titre de l'exercice 2013 de 48,7 millions d'euros a été versé à TTC. En 2015, un dividende au titre de l'exercice 2014 de 49,6 millions d'euros a été versé à TTC.

Des achats de véhicules et pièces de rechange Toyota ont été réalisés au premier semestre 2014 par le groupe CFAO auprès de filiales du groupe TTC pour un montant de 4,3 millions d'euros. Un solde débiteur de 1,0 million d'euros ressort en autres passifs courants.

Des achats de véhicules et pièces de rechange Toyota ont été réalisés au premier semestre 2015 par le groupe CFAO auprès de filiales du groupe TTC pour un montant de 9,5 millions d'euros. Un solde débiteur de 1,0 million d'euros ressort en autres passifs courants.

Note 22 Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'a un impact significatif sur les comptes consolidés résumés arrêtés au 30 juin 2015.

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

CFAO

Société Anonyme
18, rue Troyon
92316 Sèvres

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Deloitte & Associés

185, avenue Charles de Gaulle
92524 - Neuilly-sur-Seine Cedex

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 - Neuilly-sur-Seine Cedex

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CFAO, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine, le 30 juillet 2015

Les Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés
Thierry QUERON
Associé

PricewaterhouseCoopers Audit
Olivier AUBERTY
Associé